



Décembre 1992

LUTTE ARMÉE ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

(Pour un débat avec l'OCML Voie Prolétarienne)

Collectif des Prisonnier(e)s des Cellules Communistes Combattantes

VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE ET CONSTRUCTION DU PARTI, AUJOURD'HUI, EN EUROPE

Comité Directeur de Voie Prolétarienne

Prix de soutien : 3€

Sommaire

Collectif des Prisonnier(e)s des Cellules Communistes Combattantes (Belgique)

LUTTE ARMÉE ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

(Pour un débat avec l'OCML Voie Prolétarienne)

Une longue introduction

Lutte armée et politique révolutionnaire

- A. Comment se pose le problème aujourd'hui
- B. Le rôle politique de la propagande armée
- C. La lutte armée comme élément stratégique du processus révolutionnaire
- D. La critique léniniste du terrorisme anarchiste est juste
- E. Expériences et leçons, évolution et influence de la lutte armée communiste
- F. Violence d'avant-garde ou violence de masse: un faux dilemme

Une brève conclusion

Comité Directeur de Voie Prolétarienne (France)

VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE ET CONSTRUCTION DU PARTI, AUJOURD'HUI, EN EUROPE

Le contexte politique de la lutte armée

- A. Une position générale
- B. La lutte armée en Europe
- C. La situation en France

Les caractères prêtés à la lutte armée

- A. Porter des coups à l'ennemi
- B. Rompre avec le réformisme
- C. Lutte armée et légalisme
- D. La lutte armée comme élément stratégique

Le rôle de la politique

- A. L'impact de la lutte armée
- B. Parti et lutte armée
- C. Les conditions de la lutte armée

Autocritiques

- A. Les oscillations de Voie Prolétarienne
- B. Le dysfonctionnement des CCC

Quelles tâches aujourd'hui?

- A. Une ambition démesurée
- B. Quelle éducation à la violence et à l'illégalité?
- C. Quelles garanties pour l'avenir?

En conclusion

Collectif des Prisonnier(e)s des Cellules Communistes Combattantes

LUTTE ARMÉE ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

(Pour un débat avec l'OCML Voie Prolétarienne)

Une longue introduction

Au moment d'ouvrir un débat avec l'Organisation Communiste Marxiste-Léniniste Voie Prolétarienne, nous nous posons la question: pourquoi si tard? Nous voulons commencer par y réfléchir.

Formellement, l'initiative de la discussion nous revient. Mais nous croyons sincèrement que l'attitude de VP au sein du mouvement communiste révolutionnaire a constitué un important catalyseur de notre décision. Et si l'on peut considérer l'ouverture d'un débat fraternel comme étant déjà en soi un succès, nous pensons que le mérite dans ce cas en revient aux camarades de VP. Nous tenions à le souligner d'emblée.

Depuis quelques années se dessine au sein du mouvement révolutionnaire international une nouvelle tendance à l'échange et la confrontation d'idées — mais qui reste encore fort modeste et sélective. Nous sommes convaincus que cette tendance, malgré ses faiblesses, témoigne d'un double progrès: une capacité de réflexion et discussion théorico-politiques issue de l'expérience d'une part et la volonté de dépasser les limites de cette expérience d'autre part. Nous ne pouvons donc que l'encourager et tâcher de nous y inscrire de façon constructive. C'est dans tel esprit que nous présentons le travail qui suit.

Le cadre particulier de cette contribution est un échange entre militants communistes révolutionnaires se revendiquant unanimement du Marxisme-Léninisme, mais pourtant en désaccord sur un point fondamental: Voie Prolétarienne ne juge pas nécessaire dès aujourd'hui la pratique de la lutte armée, pour notre part nous sommes persuadés de sa nécessité immédiate. Pareille divergence de vue est essentielle et c'est naturellement sur elle que va se concentrer toute notre attention (beaucoup d'autres désaccords entre VP et nous relevant sans aucun doute directement ou indirectement de cette divergence d'opinion centrale).

On pourrait croire que le caractère totalisant du problème rend le débat impossible, inévitablement stérile. Tel n'est pas notre avis. Contrairement à de nombreux camarades du courant «combattant», nous n'estimons pas la reconnaissance, ou non, de la nécessité actuelle de la lutte armée (voire sa pratique) comme la frontière entre forces révolutionnaires et forces révisionnistes, réformistes, opportunistes, etc. Et cela de deux façons distinctes.

D'abord, nous n'incluons pas dans le mouvement révolutionnaire les courants politiques qui mènent la lutte armée au service d'objectifs radicaux-réformistes avoués ou nationalistes (petits-)bourgeois. Et au sein même du mouvement combattant pour la révolution existent de nombreuses forces égarées par le subjectivisme, dont les lignes politiques sont à ce point erronées que finalement elles desservent plus le processus révolutionnaire qu'elles ne le servent. La pratique armée n'est donc en aucun cas un critère de référence suffisant en soi.

Ensuite, bien que nous jugions que la lutte armée soit dès maintenant dans les conditions de nos pays une «nécessité stratégique et tactique du combat pour la révolution», et que fidèles au principe d'unicité de la juste ligne nous condamnions expressément l'orientation actuellement non armée de VP, nous pensons toutefois que cette organisation contribue aujourd'hui à sa façon au progrès révolutionnaire. Au travers de ce que nous connaissons du discours et de la pratique de VP, nous croyons pouvoir reconnaître une force authentiquement révolutionnaire (quoique, bien entendu, s'appuyant sur une analyse stratégique erronée), servant objectivement le processus révolutionnaire (quoique précisément handicapée par l'erreur en question et les lacunes qui s'y rattachent).

L'OCML Voie Prolétarienne tranche de façon salutaire sur les faux révolutionnaires qui rejettent la lutte armée en prétendant abusivement qu'elle irait à l'encontre du Marxisme-Léninisme, alors qu'en fait ils la rejettent et la craignent parce qu'elle va à l'encontre de leur crétinisme parlementaire,

qu'elle dénonce leur fétichisme syndicaliste et stigmatise leur opportunisme politique. Pour illustrer ces cliques lamentables et néfastes citons-en le fleuron national, le Parti du Travail de Belgique, qui se singularisa par l'hystérie et la malhonnêteté de ses gesticulations dès l'apparition de notre organisation (campagnes acharnées d'intox «CCC = CIA», etc.) Mais n'oublions pas non plus l'éventail complet des groupes révisionnistes, trotskystes, ultra-gauchistes, etc. qui, pour avoir eu une réaction moins affolée et ordurière face à l'émergence d'une lutte armée dans le pays, occupèrent malgré tout consciencieusement leur place en queue du cortège contre-révolutionnaire bourgeois.

Des réponses spécifiques ont déjà été apportées aux manœuvres et diffamations des opportunistes établis. Nous pouvons signaler «La critique contemplative» des camarades du PCE(r), qui démasque le verbiage de l'autoproclamé Mouvement Révolutionnaire Internationaliste, ou encore la «Lettre ouverte aux militants de base de PTB... et aux autres» que notre organisation avait jugé bon de publier en 1985 pour dévoiler les intrigues ignobles de la direction du dit parti. Mais en tout état de cause la meilleure dénonciation de ces cliques opportunistes reste tout simplement la vraie politique révolutionnaire communiste. Par contraste tangible, la vraie pratique communiste met à nu la compromission honteuse des opportunistes avec le système qu'ils prétendent combattre alors qu'en fait ils le soutiennent en s'y creusant de confortables niches.

Il en va donc différemment, selon nous, en ce qui concerne Voie Prolétarienne. Et outre les orientations politiques générales (thèses, analyses, etc.) propres à cette organisation et qui la distinguent déjà précisément de ce qu'il est convenu d'appeler «l'extrême gauche institutionnelle», nous voulons surtout ici en souligner la grande morale. Nous voulons louer la correction avec laquelle ces camarades traitent de nos positions (ils les considèrent et exposent généralement fidèlement, ne les déforment ni ne les manipulent comme c'est l'usage dans la presse bourgeoise et dans l'extrême-gauchecorrompue); la confiance qu'ils portent à l'intelligence critique du mouvement révolutionnaire (et finalement des masses) quand ils relaient des documents de notre courant parce qu'au-delà des désaccords ils en jugent l'étude utile; ou encore la solidarité qu'ils ont coutume de témoigner aux luttes des combattants emprisonnés (lors des grèves de la faim, par exemple).

Autant nous tenons à ce que toute clarté soit faite parmi les forces révolutionnaires «combattantes» (principalement selon la ligne de fracture entre le courant marxiste-léniniste et les autres, mais aussi au sein même du courant m.-l.), autant nous jugeons indispensable de distinguer ceux qui — quoi qu'ils en disent — rejettent la lutte armée par révisionnisme, réformisme ou opportunisme consommé, de ceux qui la rejettent selon nous par sincère défaut d'analyse et sans renier en rien la cause et la morale révolutionnaires.

Nous espérons vivement que les camarades de l'OCML VP s'investiront avec intérêt dans l'échange que nous proposons ici, de même que de nombreux autres camarades y interviendront à leur tour. Par principe, nous croyons qu'une discussion entre sincères révolutionnaires marxistes-léninistes divisés sur l'importante question de la nécessité immédiate de la lutte armée doit être suffisamment honnête, intelligente et riche pour permettre un apport consistant à leur cause commune. Apport qui peut éventuellement se traduire de diverses façons: une clarification des positions respectives, un rapprochement théorico-politique, et dans le cadre particulier de cet échange, pourquoi pas, l'affinement d'une incisive critique collective aux déviations qui nous avoisinent respectivement (que ce soit, en ce qui nous concerne, la critique au subjectivisme et au militarisme d'organisations comme la RAF ou AD que nous avons côtoyées, ou en ce qui concerne Voie Prolétarienne, la critique à l'opportunisme et au légalisme petit bourgeois — et à l'immoralité — de faux révolutionnaires à la PTB avec lesquels elle est parfois injustement confondue).

La petite brochure diffusée par Partisan (l'organe de l'OCML VP) en mai 1991 et intitulée «Situation en Europe et lutte armée (Débat avec un lecteur)» est le premier objet de notre intervention. Ce document présente l'avantage d'être relativement récent — donc d'exposer les idées actuelles des camarades — et tout entier consacré au sujet qui nous occupe. Mais il présente aussi l'inconvénient d'être une réponse spécifique aux propos particuliers d'une personne qui défend une conception de la lutte armée révolutionnaire qui n'est pas la nôtre (une conception militaro-subjectiviste très proche d'Action Directe). Notre propre critique aux positions de Voie Prolétarienne sur la lutte armée diffère fondamentalement de celle du lecteur critique de Partisan, et ceci explique pourquoi les arguments avancés en réponse dans la brochure de mai 1991 ne nous contentent pas. Ajoutons même que nous pourrions en reprendre bon nombre à notre compte puisqu'ils relèvent simplement

de principes généraux du Marxisme-Léninisme — dont la rédaction du lecteur critique fait bien peu de cas malgré une kyrielle de références aux Présidents Mao et Gonzalo, ou encore à Staline.

Outre cette brochure, nous citerons trois documents de VP, trois textes que ces camarades eux-mêmes considèrent représentatifs de leur position et de son évolution. Le premier est la brochure diffusée en supplément au 15^e numéro de l'ancien organe de l'OCML VP, Pour le Parti, en mai 1979 et intitulée «Pour une violence révolutionnaire». Le second est le dossier consacré à l'expérience des Brigades Rouges dans Pour le Parti n°34 (février 1981). Le dernier est l'analyse publiée dans Partisan n°12 (juin-juillet 1986) sous le titre «Terrorisme et politique».

L'ancienneté de ces documents en réduit quand même l'intérêt. Depuis leurs parutions respectives l'analyse de VP sur la question de la lutte armée a évolué et s'est affinée. On mesurera le chemin parcouru en comparant un extrait de la brochure de 1979 et un autre de celle de 1991 :

«Portée par les petits-bourgeois révoltés, tenants de l'excitation minoritaire, de l'action par le fait, elle [la lutte armée] exprime un mépris profond de la classe ouvrière, qu'elle s'appelle anarchie, terrorisme ou autonomie. (...) Le terrorisme est l'enfant de la crise ET de la trahison des «partis communistes». Il tire le mouvement ouvrier en arrière — pour le ramener au temps de la bande à Bonnot.» («Pour une violence révolutionnaire», pp. 2-3.)

«En période de crise [révolutionnaire], nous serons tous d'accord que l'insurrection est à l'ordre du jour, puisque la question du pouvoir est posée. En période de situation révolutionnaire, la guérilla a sans doute un rôle central dans la maturation des contradictions, pour avancer et éduquer le prolétariat à la réalisation de ses tâches historiques, pour miner et faire basculer le système capitaliste. Pour ce qui est de la période actuelle (que nous jugeons donc **non** révolutionnaire, ce qui ne veut pas dire (...) qu'elle soit stable), c'est beaucoup moins clair. Il faudrait d'ailleurs distinguer les phases de repli de la classe ouvrière de celles où elle est à l'offensive. Pour nous le problème n'est pas résolu (...).» («Situation en Europe et lutte armée», p. 19.)

Nous prenons acte de l'évolution de la position de l'OCML Voie Prolétarienne et des portes qu'elle laisse ouvertes, tout comme nous remarquons les constantes de cette position (rejet du réformisme armé, de la propagande par le fait, etc.) Que les camarades de VP soient convaincus que nous ne leur faisons aucun mauvais procès si à l'occasion nous traitons de leurs anciennes positions et analyses ! Mais simplement, nous l'avons dit, au-delà de l'échange bilatéral nous espérons aussi mettre cette contribution au service d'autres militants, et notamment de certains qui défendent encore aujourd'hui ces thèses dont VP s'est un jour écartée, selon nous avec raison.

Lutte armée et politique révolutionnaire

A. Comment se pose le problème aujourd'hui

Dans la brochure de mai 1991, les camarades de VP semblent vouloir amener leur lecteur critique à une conclusion qui selon nous... ne conclut rien du tout. Ils s'attachent en effet dans un premier temps à exposer avec rigueur la définition léniniste de la situation révolutionnaire et, dans un second, à démontrer que la situation actuelle en Europe n'y correspond pas. On ne peut que leur donner raison sur ces deux points. Il est incontestable que la critique du lecteur souffrait de confusion à ce propos et nous reconnaissons à l'exposé comme à l'analyse de VP une grande justesse. **Mais en quoi ces arguments suffiraient-ils à résoudre le problème posé ?**

Si nous comprenons bien le point de vue de V.P, les camarades distinguent trois cas de figure : la situation non révolutionnaire, la situation révolutionnaire et la situation de crise révolutionnaire. La dernière correspond à la période insurrectionnelle et, vu que tout le monde est d'accord pour dire que cette phase est obligatoirement (et quasi exclusivement) militaire, nous ne lui accorderons pas vraiment d'attention dans ce débat particulier. Reste donc la situation non révolutionnaire et la situation révolutionnaire.

Dans la même brochure, nous avons découvert que Voie Prolétarienne accordait à «la guérilla» un rôle au cours de la situation révolutionnaire : «un rôle — précisons-le — central dans la maturation des contradictions, pour avancer et éduquer le prolétariat à la réalisation de ses tâches historiques...» Peut-on en conclure que la guérilla n'a pas de rôle à jouer dans la situation non

révolutionnaire? «C'est moins clair...» biaisent les camarades. Pour notre part nous pensons que cela n'est pas une réponse et qu'il y a là au moins une lacune dans la position de VP.

Il ne s'agit pas ici d'une analyse avec laquelle nous serions en désaccord mais d'un trou, un vide dans la trame des analyses: il manque celle qui démontrerait l'inopportunité de la lutte armée (sous quelque forme que ce soit) avant que la situation devienne révolutionnaire. Et les documents de VP antérieurs à la brochure de mai 1991 ne sont naturellement d'aucun secours à ce propos puisque dans ceux-là la lutte armée était exclusivement cantonnée au domaine insurrectionnel.

Telle que nous la percevons la position des camarades de VP a donc fortement évolué — mais s'est en même temps créée une inconséquence. D'une position initiale dogmatique réservant exclusivement la lutte armée au domaine militaire de l'insurrection, les camarades sont passés à une position lui reconnaissant «un rôle central dans la maturation des contradictions, pour avancer et éduquer le prolétariat à la réalisation de ses tâches historiques...» lors de la situation révolutionnaire, mais sans aucune explication quant au fait qu'ils réservent maintenant exclusivement ce rôle à cette situation particulière. Un silence insatisfaisant et d'autant plus gênant que l'on se rapproche du cœur du problème.

Certes il convient d'être prudent et de ne pas s'engager à la légère à cet égard. Reconnaître l'opportunité théorique de la lutte armée avant même l'apparition d'une situation révolutionnaire... c'est affirmer la nécessité de la lutte armée ici et maintenant. Mais il nous semble quand même que l'essentiel du chemin théorique a été fait par les camarades de l'OCML Voie Prolétarienne quand ils en arrivent à reconnaître à la lutte armée **un rôle politique**.

Nous voilà au cœur du problème. **C'est sur ce rôle politique** et non le concept ou l'actualité de la situation révolutionnaire **que doit porter le débat concernant la lutte armée aujourd'hui en Europe de l'ouest**.

B. Le rôle politique de la propagande armée

Le rôle imparti par les Cellules Communistes Combattantes à leur activité militaire en 1984/1985 était essentiellement politique: la propagande armée. Dans sa brochure de 1979, VP évacuait de façon très commode le concept de la propagande armée (pourtant pratiquée à grande échelle à l'époque par les Brigades Rouges) et ne parlait que de «propagande par le fait» (un renvoi aussi expéditif qu'abusif aux anarchistes de la fin du siècle passé et des premières années de celui-ci). Cette filouterie a heureusement disparu dans les documents ultérieurs pour faire place, par exemple dans «Terrorisme et politique», à une série d'interrogations critiques:

«La violence étant considérée comme un des moyens essentiels de la prise du pouvoir et de la transformation de la société, quelle éducation politique des masses peut-il y avoir **dès aujourd'hui** sur cette question? (...) Est-il envisageable d'organiser la violence de masse, ou bien de mener des actes exemplaires, de violence minoritaire? Avec quel travail politique, dans quelle perspective, avec quel travail d'organisation? Le débat sur ce type d'actions, d'actes de terrorisme politique, est-il important? N'est-il pas beaucoup plus important de s'attacher à organiser la violence de masse, dans les usines, les quartiers? N'y a-t-il pas beaucoup plus à apprendre de l'expérience des mineurs anglais que des Brigades Rouges?» Etc.

Il faudra donc attendre la brochure récente «Situation en Europe et lutte armée (Débat avec un lecteur)» pour que, nonobstant une ultime hésitation (un «sans doute»), les camarades de Voie Prolétarienne reconnaissent enfin une fonction politique à la lutte armée. Pour notre part — et nous aimerions connaître l'avis des camarades là-dessus — nous concevons le rôle politique révolutionnaire de la lutte armée de la manière suivante.

L'action armée vaut déjà en ce qu'elle aboutit généralement à une perte matérielle pour l'ennemi. Aux premiers stades du processus révolutionnaire cela revêt avant tout une importance indirecte, via l'impact politique qui s'en dégage, mais ce n'est quand même pas négligeable en soi. Retenons toutefois l'essentiel: l'impact politique de l'action de guérilla. Un coup porté à l'ennemi, cela signifie à la fois qu'il est possible de porter l'attaque dans son camp et qu'il existe dans le nôtre des forces résolues à le faire. Ce double message répandu par toute action de lutte armée révolutionnaire

coûte, aux premiers stades du processus, bien plus cher à la position dominante du régime que les dégâts concrets de l'action de guérilla.

La lutte armée entreprise d'ouverture dans le processus révolutionnaire dans un pays capitaliste à régime démocratique est donc fondamentalement politico-militaire: elle vise en priorité des objectifs politiques par des moyens militaires. Ce qui impose bien entendu que l'action militaire soit exclusivement déterminée en fonction de ses objectifs politiques. La propagande armée traduit cette conception dans la réalité.

À quels objectifs politiques peut prétendre la lutte armée révolutionnaire pour autant qu'elle soit correctement orientée et menée à cette fin? La pratique armée matérialise l'idée même de lutte révolutionnaire au travers d'une manifestation de pouvoir, d'une émancipation lucide et assumée du fonctionnement démocratique bourgeois. Une lutte à prétention révolutionnaire mais œuvrant seulement dans le cadre général du système est porteuse d'un vice de base objectif et souffrira toujours à présent — et à juste titre — d'un manque de crédibilité historique et politique aux yeux du prolétariat.

L'expérience des partis de la II^e Internationale a enseigné qu'une insertion entière dans la légalité bourgeoise, même si à l'origine elle se veut contrôlée (et même provisoire), débouche inévitablement sur le réformisme et l'opportunisme. Lénine soulignait déjà le problème et son importance dans «La faillite de la II^e Internationale»:

«Tout le monde est d'accord pour dire que l'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique. Cependant, tout le monde ne médite pas suffisamment sur la signification de cette vérité. L'opportunisme est le fruit de la légalité. (...) Pour un socialiste il ne saurait y avoir qu'une seule conclusion: le pur légalisme, le légalisme sans plus des partis "européens" a fait son temps et est devenu, de par le développement du capitalisme au stade pré-impérialiste, le fondement de la politique ouvrière bourgeoise. Il est nécessaire de le compléter par la création d'une base illégale, d'une organisation illégale, d'un travail social-démocrate illégal, sans abandonner pour autant une seule position légale.» (Œuvres complètes, tome 21, pp. 254 et 262).

Et l'expérience des partis de la III^e Internationale a confirmé le phénomène: que l'on considère la faillite révisionniste des PC institutionnalisés, aujourd'hui en voie de décomposition ou de liquidation.

La lutte armée — nous l'avons dit dès l'introduction — n'offre évidemment pas de garantie absolue contre les déviations opportunistes ou autres, mais elle place les protagonistes de la lutte des classes à un haut niveau d'antagonisme et réduit par là à quasi rien la marge de manœuvre du réformisme. Preuve en est donnée par ce simple exemple: les réformistes se sont toujours détournés des organisations révolutionnaires armées avec autant de conviction qu'ils mettaient à rejoindre en rangs serrés des partis à prétention révolutionnaire mais dont les orientations stratégiques étaient scrupuleusement respectueuses de l'espace délimité par la bourgeoisie pour les forces d'opposition. Mao Tsé-toung écrivait à ce propos: «Une guerre révolutionnaire agit comme une sorte de contrepoison, non seulement sur l'ennemi dont elle brisera la ruée forcenée, mais aussi sur nos propres rangs, qu'elle débarrassera de tout ce qu'ils ont de malsain.» («De la guerre prolongée»)

La lutte armée présente donc deux qualités stratégiques/politiques indissociables: elle est pratique révolutionnaire totalisante et elle apparaît en tant que telle. Non seulement elle trace matériellement une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous (au contraire d'une lutte intégrée au cadre démocratique bourgeois), mais de surcroît cette ligne de démarcation tangible révèle au prolétariat l'existence d'une initiative réellement révolutionnaire, réellement irréductible.

Ces qualités font aussi de l'action armée un excellent vecteur pour la propagande et le discours révolutionnaire. Pour autant qu'elle soit menée de façon judicieuse, c'est-à-dire contre des objectifs clairement perçus comme hostiles par les masses et sans léser ces dernières, l'action armée permet de répandre au sein du prolétariat des principes idéologiques, des thèses politiques, stratégiques, nombreuses et précises. À ce niveau, bien sûr, la lutte armée doit être épaulée par une activité d'agit-prop traditionnelle (diffusions de tracts, publications diverses, prises de parole, etc.) On comprend donc que l'agit-prop est indissociable de la lutte armée en même temps qu'elle lui est nécessaire.

Aux premiers stades du processus révolutionnaire, la raison de l'action armée est surtout idéologique et politique. Au fur et à mesure que ce processus gagne en ampleur, acquiert de maturité, se rapproche de son objectif véritable qui est la prise du pouvoir par le prolétariat et la destruction de la bourgeoisie (de son État, ses forces armées, etc.), la raison de l'action armée devient surtout militaire. Et si l'importance réelle du rôle politique et stratégique initial de l'action armée n'apparaît pas au premier coup d'œil — et que pour cette raison il soit éventuellement permis d'en discuter —, il n'en va pas de même en ce qui concerne son rôle militaire ultérieur. Comme les camarades de l'OCML Voie Prolétarienne semblent parfaitement d'accord avec nous sur ce dernier point, nous ne nous y attarderons pas ici.

C. La lutte armée comme élément stratégique du processus révolutionnaire

Notre conception de la lutte armée (conception politico-militaire débouchant en premier lieu sur la notion de propagande armée) s'appuyant sur les caractères historiques généraux de nos sociétés et l'objectif inaliénable de la révolution prolétarienne, elle permet d'écarter une certaine objection — très répandue et fort usée d'ailleurs — que VP reprend à son compte: la lutte armée serait prématurée, l'heure serait à «un patient travail d'organisation et de politisation des éléments avancés de la classe ouvrière» et non au «ralliement des masses à la révolution».

Opposer cet argument à la praxis armée des Cellules Communistes Combattantes en 1984/1985 ou à d'autres forces du courant marxiste-léniniste au sein du mouvement révolutionnaire européen démontre seulement une profonde incompréhension de la nature stratégique de cette praxis. Nous ne concevons pas la lutte armée comme Lénine dans son célèbre article «La guerre de partisans» (nous développons quelque peu cette question dans le document «Sur le Parti combattant» — mai 1991). Nous pensons qu'il est possible et nécessaire d'entreprendre la lutte armée aux premiers stades du processus révolutionnaire, à savoir précisément dans les moments où ne se pose pas encore la question de «rallier les masses à la révolution», mais seulement et impérativement celle «d'organiser et politiser **[sur une base révolutionnaire]** les éléments avancés de la classe ouvrière».

Si nous demandions aux critiques (honnêtes ou malhonnêtes) de la lutte armée aujourd'hui comment eux conçoivent le travail d'organisation et de politisation des avant-gardes, ils répondraient quelque chose du genre «par la propagande, l'agitation et le développement des structures militantes» (et ne manqueraient pas d'insister sur la patience que requiert tel travail). Pensent-ils donc qu'à travers la lutte armée nous fassions autre chose? (et souffrions d'une impatience irrépressible?). Nous nous souvenons d'une contribution de militants allemands dans laquelle ils demandaient aux tenants de la critique contemplative où il était écrit une fois pour toutes que la propagande révolutionnaire ne serait que du papier imprimé! Et allant plus avant, le camarade Oriach rappelle que la rupture révolutionnaire de l'initiative d'agit-prop varie selon les situations: distribuer un tract socialiste dans la Russie des Romanov exposait à la déportation. «À la limite — ajoute-t-il — accrocher un drapeau rouge à l'époque tsariste était une dissidence aussi radicale que poser une petite bombe aujourd'hui.»

On aurait tort de négliger la portée stratégique de tel argument. Nonobstant le contenu des textes mis en circulation lors de l'initiative de propagande révolutionnaire (contenu dont la justesse et la qualité sont naturellement essentielles), la valeur et l'efficacité de cette initiative varient selon qu'elle s'inscrit dans le train-train de la démocratie bourgeoise ou qu'elle rompt ouvertement avec le régime. Ce dernier d'ailleurs ne s'y trompe pas: il reste indifférent, à l'extrême bienveillant, envers les groupes — relevant de la liberté d'association — qui distribuent des journaux et des tracts — relevant de la liberté d'expression — et il réprime graduellement l'activité politique publique en faveur de la lutte armée (rares sont les pays européens où la diffusion ou même seulement la détention de déclarations d'organisations combattantes ne fait pas encore l'objet de poursuites judiciaires). Nous n'attachons bien évidemment pas, à la manière des subjectivistes, une valeur mythique à la démonstration de rupture ou de rébellion. Nous pensons simplement que l'insertion du travail d'agit-prop dans le cadre d'une lutte totalisante contre le régime est le gage même de son efficacité.

Il faut dire ici quelques mots concernant un point très important: l'organisation, finalement le Parti. L'organisation ne se développe ni hors ni avant la lutte. Elle prend naissance dans la lutte révolutionnaire, y grandit de pair avec le développement et la maturation des forces révolutionnaires dans la radicalisation de l'affrontement des classes, jusqu'à acquérir la dimension objective de Parti de classe.

Comment serait-il imaginable d'engager réellement le processus de construction organisationnelle, de cheminement vers le Parti, sans travailler à la création objective des conditions subjectives mêmes du progrès révolutionnaire et donc du progrès organisationnel? Que l'on nous pardonne de le citer une nouvelle fois, mais le propos du camarade Oriach nous semble extrêmement pertinent à ce sujet:

«Elle [la lutte armée] doit se faire l'expression concrète du processus d'émergence politique de l'avant-garde organisée du prolétariat, avant-garde qui est le lieu où se catalyse la conscience de classe du prolétariat, ce qui est la fonction historique du Parti et place, par conséquent, la lutte armée comme partie intégrante et indissociable du processus de construction du Parti.» («La lutte armée, nécessité stratégique et tactique du combat pour la révolution», ch. V, pt. 6.)

L'effroyable sclérose frappant le large éventail des petits groupes qui rejettent la lutte armée aujourd'hui en même temps qu'ils prétendent la rallier demain (en cas de situation révolutionnaire) révèle combien l'extrême gauche apparue en opposition au révisionnisme des PC issus de la III^e Internationale en a malgré tout hérité d'un des principaux vices de base. Car finalement, ces partis de la période 1920-1960 n'ont-ils pas été les premiers durant des décennies à vouloir préparer dans la légalité (ou para-légalité) bourgeoise une insurrection... toujours reportée? Et ne sont-ils d'ailleurs pas en leur temps arrivés à un succès inégalable de mobilisation dans cette voie improductive, illusoire? Depuis plus ou moins trente ans maintenant une variété incroyable de petites forces végètent tant bien que mal, se partageant — avec une redoutable patience — entre un travail d'organisation et de politisation systématiquement stérile, les délices étranges de la scolastique et du dogmatisme, et une critique contemplative des réelles initiatives révolutionnaires souvent promptement expédiées à l'aide de la vieille tarte à la crème qu'est la «propagande par le fait».

À cet égard nous avons eu le plaisir de voir évoluer le discours de Voie Proletarienne dans la bonne direction. Tandis que dans la brochure de 1979 toutes les organisations combattantes — dites «terroristes» — se voyaient d'office accusées de ressusciter la Bande à Bonnot, la brochure de mai 1991 se limite raisonnablement à rappeler qu'un retour à cette propagande par le fait est exclu.

D. La critique léniniste du terrorisme anarchiste est juste

Il n'est pas surprenant que la propagande par le fait ait souvent servi d'épouvantail cautionnant le rejet de la lutte armée. D'une part, cette option a fait à juste titre l'objet d'une condamnation définitive par le Marxisme-Léninisme; d'autre part, elle rappelle dans l'apparence l'orientation des organisations combattantes actuelles, puisqu'il s'agit dans chaque cas de mener des actions armées pour amener les prolétaires à l'action révolutionnaire. Cependant, un rapide examen politique montre le gouffre qui sépare notre conception de la propagande armée de la conception traditionnelle de la propagande par le fait, qui connut son heure de gloire au début du siècle avec les Ravachol, Henri et autres Vaillant.

La logique stratégique de la propagande par le fait était limpide. Un révolutionnaire posait un acte révolutionnaire individuel et idéaliste (régicide, attentat à la bombe contre le parlement, etc.) et son action était censée amener quelques opprimés à la même conscience individuelle et idéaliste de la justesse et de la possibilité de combattre le régime. Conscience qui devait naturellement les entraîner à leur tour et chacun de son côté à poser des actes semblables, le tout engendrant un effet boule de neige à travers lequel s'inverserait progressivement le rapport de force révolution/réaction. Le mécanisme opéra tactiquement durant une certaine période (juste le temps nécessaire à démontrer son vice idéaliste) en ce que la répression féroce de la bourgeoisie n'empêcha pas que de nombreux révolutionnaires reprennent le flambeau de leurs camarades exécutés. Mais l'échec stratégique de la propagande par le fait fut entier dans la mesure où les anarchistes, s'ils parvinrent à maintenir vivante la flamme de l'action révolutionnaire par un haut esprit de sacrifice, n'arrivèrent jamais à allumer — ne fût-ce même qu'un tout petit peu — le feu de la guerre sociale qu'ils appelaient de leurs vœux.

Nos divergences avec l'anarchie sont bien entendu complètes (philosophiques, idéologiques, politiques, etc.), mais cela n'est pas l'objet de ce travail. Nous nous contenterons ici de souligner ce qui différencie au niveau politico-stratégique *notre* lutte armée de la propagande par le fait des anarchistes. Pour notre part, nous ne faisons pas de l'action armée l'alpha et l'oméga du processus révolutionnaire: nous la mettons au service d'un élément historique inconnu des anarchistes, l'organisation et la conscientisation, dont le degré le plus élevé est le Parti de classe.

Les Cellules Communistes Combattantes n'ont jamais eu l'idée de mener des actions armées à titre individuel afin que d'autres personnes s'y consacrent à leur tour au même titre, par contagion idéaliste, et qu'au travers d'une progression arithmétique inexorable on s'en retrouve un beau soir à la veille de la révolution sociale. L'activité armée de notre organisation s'est inscrite d'emblée dans une perspective *partitiste* visant à révéler au sein du prolétariat le projet révolutionnaire de classe et sa validité (de même que la validité de la force qui y œuvre, puis l'incarne), à y populariser les principes communistes, les thèses marxistes-léninistes, etc.

À la différence de la propagande par le fait, la propagande armée communiste ne mesure par ses succès au nombre de personnes entraînées à prendre individuellement les armes après chaque opération. Elle les mesure à la pénétration du projet et des thèses révolutionnaires au sein du prolétariat — à l'élévation de sa conscience *pour soi* — et à l'accroissement des capacités et de l'influence du Parti (ou des forces organisationnelles en marche vers le Parti). La guérilla croît seulement dans un second temps, via les structures *partitistes*, lorsque ces structures ont pu capitaliser et traduire matériellement les progrès de politisation et d'unification de la classe permis par la propagande armée.

En fait, si des similitudes existent entre la pratique de propagande par le fait des anarchistes et des manifestations récentes de lutte, nous pensons qu'il faut les chercher du côté du courant dit «anti-impérialiste» dans le mouvement révolutionnaire «combattant». Car la lutte du «Front Anti-Impérialiste», comme la propagande par le fait, rejette toute conception organisationnelle centralisée tendant à se réaliser en Parti de classe, ce qui est somme toute naturel compte tenu que ce courant partage avec les anarchistes de pure eau bien des éléments idéologiques et politiques (désintérêt du matérialisme historique, rejet de l'analyse scientifique des classes, refus du Parti dirigeant et de la ligne de masse, revendication individualiste libertaire, etc.) comme en témoignent particulièrement en France l'expérience d'Action Directe et en Belgique celle de son excroissance aventureuse dénommée «FRAP».

E. Expériences et leçons, évolution et influence de la lutte armée communiste

Il n'est pas inintéressant de noter que l'évolution de la position de l'OCML Voie Prolétarienne est sensible à l'évolution du mouvement révolutionnaire combattant lui-même. Nous passerons sur la brochure de 1979 au dogmatisme rabique, qui aborde le phénomène de dix années de lutte armée en Europe de l'ouest comme s'il s'agissait — toutes initiatives confondues — de la résurrection de la Bande à Bonnot ou de Narodnaïa Volia. Toutefois, nous reconnaissons quand même qu'en 1979 le mouvement révolutionnaire «combattant» souffrait d'énormes faiblesses théoriques, politiques et stratégiques (bien plus graves encore qu'aujourd'hui!) de même que d'une confusion interne à la hauteur de son hétérogénéité inavouée. Si on ajoute à ce tableau un grand manque de communication qui laissait dans l'inconnu les thèses et objectifs d'importantes fractions du mouvement, on peut comprendre la difficulté d'une analyse exacte de la part d'une force extérieure. À la vision fautive et grossière de VP à cette époque correspondait le flou extrême d'un mouvement «combattant» où avoisinaient sans gêne apparente les expériences et les orientations les plus variées, des plus fertiles aux plus stériles.

Les grandes victoires remportées par les Brigades Rouges au cours de la période 1978-1981 ont manifestement forcé les camarades de VP à une révision de leur première analyse. Cette révision est flagrante dans le dossier consacré à l'expérience des BR dans Pour le Parti de février 1981. Ces victoires contribuèrent aussi à la maturation des éléments subjectifs constitutifs de notre organisation. Elles faisaient la démonstration pratique de la justesse politico-stratégique de la voie de la guérilla urbaine dans la lutte communiste en Europe occidentale et de cette façon elles encouragèrent puissamment la genèse des Cellules Communistes Combattantes.

Si les grandes luttes et victoires des Brigades Rouges durant ces années focalisèrent l'attention intéressée et bienveillante des camarades de VP, les rudes défaites accusées dans les années suivantes allaient se répercuter tout autant — mais inversement! — dans leur point de vue. Sans doute était-ce là encore une manifestation de cette faiblesse générale de part et d'autre dont nous parlions plus haut. Quoi qu'il en soit, on pouvait lire dans Partisan n° 12 (juin-juillet 1986):

«Après l'apothéose de l'action Aldo Moro et de l'affaire d'Urso, les BR se sont précisément retrouvées incapables d'avancer. L'immense sympathie acquise dans ces actions ne servira à rien, face à la répression d'une part, aux flottements politiques d'autre part. Les masses resteront spectatrices et les BR disparaîtront progressivement, seul un petit noyau tentant de poursuivre la réflexion et la réorientation nécessaire. C'est bien de l'échec d'une stratégie politique qu'il faut parler. (...) Les textes disponibles [des textes abordant l'autocritique entamée par les BR] montrent en tous les cas bel et bien que le rapport entre travail politique et travail militaire était au centre du débat, et qu'il fallait sérieusement autocritiquer les déviations militaristes des BR, remettre au premier plan le travail politique et d'organisation.»

C'est ce qui s'appelle s'échiner à faire entrer le bébé dans le siphon et c'est ainsi que l'on bouche la tuyauterie de la baignoire. Plus sérieusement, qu'il nous soit permis en toute humilité devant l'expérience des Brigades Rouges d'évoquer les leçons de la lutte de notre organisation, car elle a reproduit — à sa modeste échelle — les déviations et les erreurs dont il est question ici.

La ténuité des liens organiques entre les Cellules Communistes Combattantes et la classe ouvrière nous impose la prudence, mais de très nombreux indices ont révélé que l'effet visé par l'activité politico-militaire de notre organisation fut réellement obtenu. Avant de rejoindre les Cellules — et leurs structures clandestines — en octobre 1985, Pascale et Didier ont eu l'occasion durant toute une année de travail public d'agit-prop d'entrer en contact avec différents secteurs prolétariens et d'apprécier leurs réactions à l'apparition et au développement de la propagande révolutionnaire. Les leçons qu'elle et lui ont tirées de cette expérience sur le terrain — et qui ont notamment déterminé leur engagement combattant — ont été systématiquement confirmées par d'autres expériences d'agit-prop en direction du prolétariat.

Notre organisation bénéficiait indiscutablement d'une sympathie large et confuse dans de nombreuses couches populaires, mais ce sentiment procédait infiniment plus du rejet du régime et de la politocailerie bourgeoise, de la revanche, que d'une réelle adhésion au projet communiste, au Marxisme-Léninisme, ou à la stratégie de la guerre révolutionnaire prolongée. À côté de cette sympathie aussi répandue que vague, inévitablement fragile, l'activité des Cellules Communistes Combattantes suscitait deux réactions opposées et clarificatrices qui méritent d'être soulignées. D'abord, une haine farouche de la part de toute la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie intellectuelle qui lui sert de porte-voix (politiciens réformistes, personnalités «progressistes», journalistes, juristes, etc.) Ensuite une adhésion assez remarquable — quoique encore attentiste — de la part des secteurs prolétariens d'avant-garde.

L'expérience des camarades qui ont mené l'agit-prop public en 1984/1985 est là pour confirmer combien les campagnes de propagande armée engendraient des potentialités énormes de développement et progrès révolutionnaires, combien finalement la valeur stratégique de la propagande armée est fantastique et irremplaçable. Mais plus loin force nous est de reconnaître que ces potentialités ont été bradées: elles n'ont jamais fait l'objet d'une véritable estimation ni exploitation pour les convertir en forces révolutionnaires actives. C'est naturellement là une erreur dont l'entière responsabilité incombe aux Cellules Communistes Combattantes. Comment en est-on arrivé précisément à tel gâchis? Plusieurs explications se recoupent.

Il y a eu d'ouverture une mauvaise perception de ce que doit être la dialectique propagande armée / exploitation politico-organisationnelle des fruits de la propagande armée. Bien qu'à l'époque déjà théoriquement attachées au projet du Parti combattant, les Cellules n'ont pas su en traduire correctement les données dans leur situation propre. L'inexpérience et un défaut d'analyse ont amené notre organisation, sur base de la conception — juste au demeurant, nous en restons persuadés — du développement révolutionnaire par bonds organisationnels (petites cellules initiatrices éparses, convergence politique et unification organisationnelle, Parti combattant), à penser qu'une division tacite des tâches entre forces révolutionnaires légales et illégales pouvait permettre aux dernières, au premier stade du processus, de se concentrer sur les tâches politico-militaires. Or,

même à ce stade initial une gestion centralisée de tous les aspects politiques et militaires de la lutte est nécessaire: elle seule permet de doser correctement les investissements politiques et militaires et de leur assurer ainsi une interaction dialectique et productive. Certes l'agit-prop public en tant que telle est inaccessible aux structures combattantes pour d'évidentes raisons de sécurité, mais même embryonnaires elles doivent déjà assurer elles-mêmes l'exploitation politique de leur travail de propagande armée et non se laisser enfermer dans une division des tâches apparemment naturelle mais en fait aveuglante et paralysante.

Cette erreur de base en a entraîné d'autres, sans doute inévitables, aux effets directement néfastes. Primo, de la part des forces combattantes une tendance à la surestimation systématique de la qualité des forces légales en place. Secundo, de la part des forces légales une tendance à leur propre surestimation en même temps qu'à une installation quasi corporative. Signalons aussi de la part de tous une tendance à négliger le développement structurel et la formation de cadres sûrs et compétents, et on aura réuni les principaux éléments qui ont conduit aux difficultés, puis à l'éloignement et finalement à l'errance politique des forces légales. Les forces combattantes se sont retrouvées pratiquement démunies de tout relais militant public de base, unifié et capable. Et dans l'expérience particulière des Cellules, il faut encore ajouter une déviation de type militariste, déviation certes inexcusable mais qui s'explique par les succès du travail politico-militaire dépassant largement les espérances initiales.

Cette déviation regrettable au sein même de l'activité de notre organisation retarda gravement la prise de conscience (et encore l'application de mesures rectificatives) du dysfonctionnement de la dialectique vitale propagande armée / exploitation politico-organisationnelle de la propagande armée. Cette même déviation amena à la multiplication des actions de guérilla alors même qu'il apparaissait qu'elles ne pourraient être exploitées, donc à un investissement militaire toujours plus disproportionné par rapport aux besoins politiques (et conséquemment toujours plus aux dépens de la restructuration organisationnelle nécessaire pour faire face à ces besoins). Sur un autre plan, nous pensons aussi que cette déviation militariste fut à l'origine de la vulnérabilité de notre organisation à l'attaque policière de l'hiver 1985. Ce qui n'aurait dû être qu'un mauvais coup dans la lutte prit la dimension d'une défaite sévère.

En ne craignant pas d'invoquer l'échec accusé par les Brigades Rouges après dix années de lutte offensive ou, toutes proportions gardées, notre propre défaite de 1986, nous voulons démontrer aux camarades de l'OCML Voie Prolétarienne combien ils auraient tort d'interpréter ces assauts brisés comme la démonstration de l'inadéquation absolue de la lutte armée dans les conditions actuelles. Bien sûr la tentation est grande, et d'autant que nombre d'ex-militants des BR (ou de l'UCC) préconisent eux-mêmes maintenant l'abandon — provisoire? — de la lutte armée, mais il faut se montrer plus exigeant dans l'analyse politique, se méfier des conclusions hâtives et superficielles, tendancieuses.

À notre avis, malgré son échec, l'expérience des Brigades Rouges a clairement démontré combien la lutte armée était dorénavant indissociable de l'activité révolutionnaire dans les pays capitalistes à régime démocratique, tout comme à son échelle et aussi malgré son échec l'expérience des Cellules Communistes Combattantes a permis d'entr'apercevoir la justesse de la stratégie de la guerre révolutionnaire prolongée.

La lutte armée en période non révolutionnaire, au stade initial du processus de lutte révolutionnaire — c'est-à-dire précisément quand son exploitation est mise en discussion par les camarades de VP — n'a de sens qu'en tant que propagande armée (et opérations logistiques, mais c'est une autre affaire). Et tout ce que nous attendions de (l'amorce de) la propagande armée nous l'avons vu apparaître. Jamais le projet révolutionnaire n'a resurgi avec autant de puissance, jamais l'accueil réservé par la classe ouvrière au discours révolutionnaire communiste n'a été meilleur que quand les Cellules assenaient avec entrain des coups politiques (via des actions militaires) au régime et à la bourgeoisie. L'incapacité — **corrigible par la réflexion et l'expérience** — d'exploiter ces potentialités ne peut être confondue avec une non apparition de ces potentialités, et seule une non apparition aurait pu amener à conclure à l'inopportunité de l'usage de lutte armée.

À notre avis il en va de même et d'une façon bien plus flagrante avec l'expérience et la défaite des Brigades Rouges. La lutte armée développée par cette organisation lui a permis de jouer un rôle d'avant-garde révolutionnaire indiscutable au sein de la classe ouvrière italienne et là fut prouvée la

valeur de la propagande armée comme méthode pour révéler et crédibiliser le projet révolutionnaire historique de classe auprès du prolétariat. Que par la suite les BR aient été incapables de gérer le mouvement qu'elles avaient déclenché et les forces qu'elles avaient fait surgir, voilà qui ne peut masquer le fait que ce mouvement et ces forces avaient été gagnés par la propagande armée! Les limites de l'expérience des Brigades Rouges, leurs propres faiblesses (hétérogénéité politique, versatilité idéologique, etc.) et les erreurs qu'elles ont commises (par exemple, vouloir entraîner les masses sur le terrain de la lutte armée alors que la situation n'était pas de crise révolutionnaire), ne sont pas inhérentes à la pratique armée. Par contre, les succès de l'expérience des BR le sont bel et bien.

Les multiples plaidoyers de l'OCML Voie Prolétarienne et de ses pairs en faveur du «patient travail d'organisation et de politisation des éléments avancés de la classe ouvrière» n'infirmen en rien, à notre sens, la validité intrinsèque de la lutte armée communiste. Précisément parce que cette lutte armée, comme l'expérience des BR ou la nôtre et d'autres encore en témoignent, crée les conditions subjectives et objectives dont ce «patient travail» a besoin. Et que l'on nous pardonne cette mesquinerie: si une difficulté à dépasser l'étape atteinte devait témoigner de l'incorrection entière de l'itinéraire choisi, que penser des voyageurs qui s'épuisent — patiemment — sans jamais réussir à commencer le voyage?

F. Violence d'avant-garde ou violence de masse: un faux dilemme

Dans le chapelet de questions achevant le texte «Terrorisme et politique» au sommaire du numéro de Partisan de juin-juillet 1986, on trouve l'interrogation suivante:

«N'est-il pas beaucoup plus important de s'attacher à organiser la violence des masses, dans les usines, les quartiers? N'y a-t-il pas beaucoup plus à apprendre de l'expérience des mineurs anglais que des Brigades Rouges?»

À la même époque, comme un écho, un certain Becker — adepte forcené de la critique contemplative — déclarait dans une brochure intitulée «La voie erronée de la guérilla urbaine en Europe Occidentale»: «Un jour de révolte à Birmingham inflige aux impérialistes cent fois plus de dommages matériels que des années de leur guérilla urbaine — mais le dommage le plus important est sans doute le fait d'avoir porté des coups politiques et idéologiques à la bourgeoisie et ses prétentions à une société juste et satisfaisante — à côté desquels les actions des terroristes font pâle figure.»

Dans leur document «La critique contemplative» (Resistencia n°4, novembre 1986) les camarades du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) ont démasqué Mr. Becker et ses fadaïses opportunistes. À cette occasion ils se montrent légitimement excédés par ce qu'ils qualifient très pertinemment de «faux dilemme»: «La violence de quelques-uns ou la violence de beaucoup». Ils précisent que: «... personne ici n'a dit que la révolution puisse être l'affaire de quelques élus, si héroïques, ardents ou disposés au sacrifice qu'ils se montrent. (...) Notre attention se concentre sur la recherche des voies qui permettront aux masses d'approcher leur but, en abandonnant les voies de garage et les chemins battus (qui, comme cela est déjà parfaitement démontré, ne mènent nulle part). N'est-ce pas là, précisément, la mission de tout parti authentiquement communiste?» (In Correspondances Révolutionnaires n°8, octobre-décembre 1990.)

On ne peut légitimement opposer, comme s'il fallait faire un choix, grève des mineurs anglais d'un côté et expérience des Brigades Rouges de l'autre. Dans le premier cas il s'agit d'une puissante lutte prolétarienne revendicative, dans le second d'une activité communiste en direction de la classe. Le rapport entre ces deux données est d'interaction et non d'exclusion. Face à une grande lutte ouvrière comme celle des mineurs anglais dans la première moitié des années 1980, les communistes doivent agir d'une double façon. Ils doivent appuyer cette lutte telle qu'elle est et ils doivent en même temps saisir les possibilités qu'elle leur offre pour étendre leur influence politique et leurs ramifications organisationnelles. L'expérience des BR doit donc être étudiée de ce point de vue car elle est riche d'enseignements, non pas dans la prétention absurde de remplacer les luttes des masses mais dans la recherche d'une efficiente interaction avec elles au profit de l'avancée révolutionnaire.

Le faux dilemme opposant violence minoritaire et majoritaire débouche inévitablement sur des schémas opportunistes rejetant des notions du Marxisme-Léninisme aussi importantes que, par exemple, l'analyse historique ou le concept d'avant-garde. Violence minoritaire (*partitiste*) et violence majoritaire ne s'excluent nullement dans le cadre stratégique de la guerre révolutionnaire prolongée, pas plus que lutte armée et «patient travail de politisation et d'organisation» ou encore guérilla et insurrection. Rien ne pousse à choisir entre ces données et tout force à les combiner au profit du progrès révolutionnaire: la violence des masses bénéficiera de l'influence, de l'expérience et des forces accumulées par la violence révolutionnaire communiste, le «patient travail de politisation et d'organisation» trouvera dans la propagande armée un atout majeur et l'insurrection viendra à son heure couronner la guerre de guérilla.

Une brève conclusion

Bien des points de notre propos restent sûrement à préciser, explorer, analyser. Nous en sommes conscients. Mais cela ne nous empêche pas d'être pleinement convaincus de la justesse des idées que nous avons avancées dans ce travail, justesse selon nous établie malgré la défaite de notre organisation en 1986 et, dans une certaine mesure, grâce à elle.

Nous avons coutume au moment d'achever une rédaction de nous excuser de la piètre forme de notre travail. Nous n'y manquerons pas cette fois-ci, en toute sincérité. Nous espérons que nos lecteurs ne se sont pas fatigués trop vite de nos lourdeurs de style, répétitions inutiles, abus de la langue de bois, etc. Nous tâchons de nous améliorer à cet égard, mais bien écrire aussi s'apprend!

Un dernier problème spécifique et très important doit être abordé. Il concerne le sujet même de la discussion... et la difficulté d'en traiter publiquement. Comment en effet débattre sereinement — librement — sous le nez des flics des questions qui doivent être réglées hors de leur contrôle? Certes on peut ramener tant que faire se peut l'affaire au domaine théorique le plus strict, abstrait. Mais comment oublier que pour nous la théorie est un guide pour l'action? Nous nous rendons compte aussi de la *facilité* de notre situation: les soucis tactiques ne nous rongent vraiment pas là où nous sommes pour l'instant. Alors nous voulons rassurer les camarades de l'OCML Voie Prolétarienne de notre compréhension du problème. Nous nous en remettons entièrement à eux pour juger de la façon dont ils peuvent poursuivre le débat. Nous savons qu'ils chercheront la manière la plus profitable à notre cause commune, la cause du communisme.

Collectif des prisonnièr(e)s des Cellules Communistes Combattantes

Premier mai 1992

Comité Directeur de Voie Prolétarienne

VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE ET CONSTRUCTION DU PARTI, AUJOURD'HUI, EN EUROPE

Nous avons accepté le débat proposé par les camarades emprisonnés des Cellules Communistes Combattantes en Belgique pour une double raison.

D'abord parce qu'ils proposent **un vrai débat**, pour approfondir la voie de la révolution communiste dans nos pays, débat constructif et dénué de mesquineries sectaires. Nous sommes d'ailleurs presque gênés des fleurs qu'ils nous envoient, dans la mesure où les camarades nous donnent une importance que nous ne sommes pas sûrs d'avoir. Ce style de débat tout à fait correct ne veut évidemment pas dire recherche d'une unité au rabais, leur contribution, comme la nôtre montrant au contraire le souci de défendre son point de vue et de convaincre. Ce style de débat est trop rare pour que nous refusions la proposition, d'autant (comme le remarquent justement les camarades) que nous avons oscillé à ce propos.

De plus, il s'agit d'une **question importante**, qui sème la confusion parmi les militant(e)s qui se réclament du communisme. Jouons cartes sur table: un certain nombre de militant(e)s (en France du moins), sont réduit(e)s à l'impuissance politique et stérilisé(e)s par la fascination qu'exerce encore l'expérience passée de la lutte armée en Europe. Impuissance faute de perspective qui réponde aujourd'hui à cette attente... Nous voulons tordre le cou à une certaine forme de romantisme autour de la lutte armée, comme solution hypothétique face aux difficultés actuelles du communisme militant.

Pourquoi avec les CCC? Parce que ce sont les camarades qui nous l'ont proposé, sous une forme qui nous convenait. Le courant *combattant* en Europe a toujours retenu notre attention, plus particulièrement sa fraction qui se réclamait du Marxisme-Léninisme. Et dans celle-ci, les débats au sein des Brigades Rouges, puis la constitution des CCC nous intéressaient particulièrement, dans la mesure où *primo* nous partagions une même critique des (ex-)pays de l'Est et *secundo* nous nous rejoignons sur un projet théorique commun, la construction du Parti et le travail pour faire émerger une conscience communiste dans l'avant-garde ouvrière. Outre, bien entendu, l'accord avec la place de la lutte armée dans l'histoire, même si nous jugeons qu'elle n'est pas d'actualité en France, ni probablement en Belgique.

Le contexte politique de la lutte armée

A. Une position générale

Avant de revenir sur nos divergences, il nous faut revenir sur les conditions de cette forme de lutte. C'est en effet une constante de tout le courant *combattant* européen de traiter de la lutte armée «en général», sans caractériser le contexte dans lequel elle se déroule. Il n'y a rien de plus faux.

Le fameux texte de Lénine «La guerre de partisans» (cité par les camarades) commence ainsi:

«En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée. (...) Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrinaires, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte **de masse** qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. (...)

«En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect **historique**. Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'abc du matérialisme dialectique. À des moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent principales, et par la suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour. Essayer de répondre par oui ou par non, quand la question se pose d'apprécier un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement au degré de développement qu'il a atteint, ce serait abandonner complètement le terrain marxiste.»

De fait, tous les théoriciens du marxisme se sont attachés à situer la lutte armée dans son contexte politique. Les écrits militaires de Mao Tsé-toung traitent très précisément de la Chine des années 1930 et commencent par l'analyse de la situation économique, politique et sociale dans le pays («Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine?») Le livre de A. Neuberg écrit sous

l'autorité de l'Internationale Communiste en 1931 pour théoriser «l'insurrection armée», commence le bilan de chaque expérience particulière par une même analyse («La situation politique générale en Estonie en 1924»; «La situation en Allemagne et à Hambourg en 1923»; «La situation en Chine et à Canton en 1927»).

Pour ce qui est de Lénine, sa position a évolué en fonction des périodes: nette opposition à la lutte armée en 1901/1902 («Par où commencer?», «Que faire?»), pourtant en période de flux dans le mouvement de masse, mais de confusion et de dispersion du mouvement militant. Appel à la lutte armée lors de la révolution de 1905, puis poursuite et développement de «la guerre de partisans» en 1906 après l'échec de la révolution (mais persistance d'un fort mouvement de masse), à nouveau condamnation en 1908 en pleine période de désorganisation et de reflux, puis organisation de l'insurrection d'Octobre en 1917.

Le désaccord entre les camarades des CCC et nous ne porte ni sur la validité de la lutte armée pour la prise du pouvoir, ni sur le principe de la construction du Parti. Il porte sur l'opportunité, **aujourd'hui, dans nos pays**, de mener la lutte armée.

B. La lutte armée en Europe

Parler de nécessité de la lutte armée en Europe, c'est la justifier politiquement, dans le contexte actuel. Malheureusement, les camarades des CCC (comme la plupart des militants combattants) sont silencieux à ce propos, et restent à l'affirmation de principe de sa nécessité. Leurs documents sont hors du temps, et bien malin qui pourrait dire en quelle année ils ont été écrits.

Nous laisserons de côté la lutte de la RAF allemande et d'Action Directe en France. Pour ce qui est des Brigades Rouges en Italie, il serait plus que nécessaire d'avoir un bilan historico-politique de l'apparition et du déclin de cette organisation, **dans le contexte de l'Italie des années 1970**. Nous manquons d'éléments, et sommes mal placés pour faire ce bilan, mais nous pouvons noter leur développement sur la base *primo* d'une forte progression du mouvement ouvrier, en quantité comme en qualité (autodéfense et violence spontanée), *secundo* de la dérive social-démocrate ouverte du PC italien, *tertio* du rejet et de la disparition de l'extrême gauche traditionnelle (Lotta Continua et Avanguardia Operaia par exemple) à partir de l'échec constaté de leur opportunisme envers le PCI justement. C'est donc sur la base du discrédit des partis traditionnels, en pleine confusion idéologique, que se sont constituées les BR. Cela n'est évidemment pas indifférent pour comprendre leur évolution ultérieure...

Qu'on s'entende bien: nous respectons profondément les camarades qui se sont engagés sur ce chemin. Mais leur critique est nécessaire et servira la cause de la révolution.

Les camarades des CCC affirment la nécessité de la lutte armée. Nous posons la question: quels sont les éléments politiques conjoncturels qui justifient cette affirmation?

C. La situation en France

Sans doute est-elle similaire en Belgique...

Situation non révolutionnaire, nous sommes d'accord. Période de restructurations, d'affrontement bourgeoisie/prolétariat où la première est à l'offensive et la classe ouvrière en recul, avec reflux idéologique, individualisme, esprit d'entreprise, consensus compétitif. Discrédit des réformistes traditionnels qui laisse un champ libre au *radicaux* économistes du style PTB en Belgique ou Lutte Ouvrière en France, ou aux réformistes modernes que sont les écologistes. Confusion à la suite de l'effondrement du bloc de l'Est, interrogations sur le socialisme, réapparition de l'anarchosyndicalisme, etc.

Nous n'allons pas refaire ici l'analyse de la conjoncture publiée par ailleurs (voir notre brochure «Nous vivons une époque formidable»). Mais c'est **cette** analyse qui justifie notre position relativement à la lutte armée. Les conditions objectives (caractère de la crise actuelle) et subjectives (état des masses et des forces communistes) la rendent impossible et dangereuse. Nous verrons plus loin à quelles conditions l'envisager en période non révolutionnaire.

Les caractères prêtés à la lutte armée

Le premier désaccord avec les camarades des CCC porte donc sur le contexte politique dans lequel nous intervenons.

Revenons maintenant sur les justifications données par les camarades de cette forme de lutte.

Nous avons bien noté ce qui nous unit, à savoir le rejet des conceptions anarchistes et du réformisme armé, l'accord sur une conception de la propagande armée (objectif politique atteint par des moyens militaires) insérée dans une conception plus vaste de la construction du Parti et de la marche au communisme. En ce sens, nous ne revenons pas sur la critique de la «propagande par le fait», que nous partageons et prenons acte de la conception des camarades de la propagande armée qui est bien différente. C'est d'ailleurs une constatation que nous avons faite dès les premiers textes des CCC et qui avait suscité notre intérêt, par la démarcation qu'ils introduisaient avec des organisations comme Action Directe.

A. Porter des coups à l'ennemi

Revenons sur les divers arguments: «L'action armée vaut déjà en ce qu'elle aboutit généralement à une perte matérielle pour l'ennemi (...) cela signifie à la fois qu'il est possible de porter l'attaque dans son camp et qu'il existe dans le nôtre des forces résolues à le faire.»

Nous ne pouvons nier ce constat. On notera deux choses: d'une part que **la politique doit être au premier plan**, pour capitaliser les résultats de l'action armée. S'affirmer face à l'ennemi n'a d'intérêt dans la classe ouvrière que si l'on peut capitaliser en conscience et en organisation l'impact provoqué, ce qui suppose un certain nombre de conditions préalables. Faute de quoi on suscitera certes intérêt et sympathie, mais sans lendemain. D'autre part, les résultats de ce type d'action **dépendent de la dynamique et du contexte social et politique**. Période offensive de la classe ou repli, **la perspective et la dynamique** dans lesquelles s'inscrit l'acte armé sont fondamentales. On ne peut donc parler de propagande armée sans vision politique précise et actualisée.

Si nous sommes d'accord en général sur l'impact politique que peut avoir une action armée bien définie, cela ne suffit pas pour justifier sa mise en œuvre dès aujourd'hui.

B. Rompre avec le réformisme

Le deuxième argument avancé par les camarades est plus surprenant, compte tenu des remarques générales contenues dans l'introduction de leur document: «Nous n'estimons pas la reconnaissance de la nécessité actuelle de la lutte armée comme la frontière entre forces révolutionnaires et forces révisionnistes. (...) La pratique armée n'est donc en aucun cas un critère de référence en soi.» Nous partageons tout à fait cette analyse (encore qu'il faudrait définir **où** se trouve la frontière, on y reviendra...)

Comment alors comprendre les affirmations répétées comme quoi: «la lutte armée (...) réduit par là à quasi rien la marge de manœuvre du réformisme», ou encore: «[la lutte armée] trace matériellement une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous. (...) révèle au prolétariat l'existence d'une initiative réellement révolutionnaire, réellement irréductible.»?

Dans notre plaquette «Situation en Europe et lutte armée», nous avons déjà eu l'occasion d'affirmer notre désaccord avec cette position qui traduit encore une confusion entre la conscience spontanée (sympathie, sentiment de revanche...) produite par l'acte et l'apparition de la conscience communiste. **La deuxième ne découle nullement automatiquement de la première**. Et les exemples ne manquent pas en Europe même, de groupes armés («réellement révolutionnaires» pourrions-nous interroger?) ayant dégénéré pour cause d'orientation idéologique vacillante, voire carrément réformiste. Sans vouloir tourner le couteau dans la plaie, le dernier document de la Fraction Armée Rouge allemande datée du 10 avril proposant l'arrêt de la lutte armée en échange de la clémence de l'État allemand envers ses prisonniers politiques en est une illustration.

Autre exemple, les confusions largement répandues (sauf chez les CCC, d'où l'intérêt de notre part...) sur la nature du socialisme et des (ex-)pays de l'Est. Chez Action Directe, à la RAF, au sein

des Brigades Rouges, au PCE(r) se retrouvent de mêmes hésitations, voire erreurs. Pour nous, la compréhension du socialisme est une délimitation majeure avec l'opportunisme, dans la mesure où la société de demain se prépare dès aujourd'hui. Et nous ne pouvons rien avoir de commun avec des militants qui considèrent que la Chine des massacres de Tien An Men ou la RDA sont ou étaient des pays socialistes.

La lutte armée est **une** délimitation **pratique**, à l'impact politique réel, mais une fois de plus c'est l'orientation idéologique et politique qui prévaut, et la capacité à la cristalliser en conscience et organisation communiste.

C. Lutte armée et légalisme

En fait, il nous semble que les camarades font une confusion entre plusieurs niveaux:

«La pratique armée matérialise l'idée même (...) d'une émancipation lucide et assumée du fonctionnement démocratique bourgeois. Une lutte à prétention révolutionnaire mais œuvrant seulement dans le cadre général du système est porteuse d'un vice de base objectif et souffrira toujours à présent — et à juste titre — d'un manque de crédibilité historique et politique aux yeux du prolétariat». La critique au légalisme et au démocratisme bourgeois est évidemment juste et une des pierres de touche qui distinguent opportunistes et révolutionnaires. C'est le sens d'ailleurs de la citation de Lénine reproduite par les camarades, que nous partageons et nous n'avons pas, depuis notre création, eu les dents trop dures contre toutes les variantes de ce courant.

Mais on ne peut assimiler «illégalité», «violence révolutionnaire» et «pratique de la lutte armée», marche que les camarades sautent allégrement. Dans la lutte contre le légalisme et le *démocratisme*, il y a tous les degrés, dont le choix dépend du contexte. Frédéric Oriach ne dit d'ailleurs pas autre chose, dans la comparaison entre la Russie tsariste et l'Europe de la démocratie bourgeoise.

Aujourd'hui, l'éducation révolutionnaire contre le légalisme et le *démocratisme* fait partie intégrante d'une activité communiste, sans forcément atteindre le niveau de la lutte armée. Nous y reviendrons.

D. La lutte armée comme élément stratégique

Nous avons fait le tour des éléments précis justifiant l'activité armée aujourd'hui. Reste le retour sur les considérations générales justifiant stratégiquement cette activité.

La position des communistes combattants (dont les CCC) rend la lutte armée incontournable, dès maintenant, quelles que soient les conditions politiques objectives et subjectives. C'est un glissement important à partir de la conception marxiste et léniniste qui, au minimum, manque de justifications.

Nous comprenons fort bien que les camarades fassent la différence avec la position de Lénine dans «La guerre de partisans», le contexte n'est pas le même. Mais nous n'acceptons pas ce caractère *anhistorique* prêté à la lutte armée; en bref, nous aimerions bien savoir ce qui se cache derrière le mot «stratégique».

Car le marxisme nous enseigne que la stratégie se réalise par une succession de tactiques appropriées, selon les périodes et les contradictions politiques rencontrées. Le rapport entre stratégie et tactique est éminemment délicat, c'est d'ailleurs toujours là que se révèle l'opportunisme.

Nous nous revendiquons également du caractère «stratégique» de la violence révolutionnaire, dont la lutte armée est un aspect. Stratégique, comme conséquence d'une société de classe qu'il s'agit d'abolir par la violence puisqu'il n'y a pas d'autres moyens, d'abord par la prise du pouvoir d'État, ensuite par la dictature du prolétariat dans le cadre de la transition au communisme. Stratégique en ce sens donc qu'il ne peut y avoir de révolution pacifique, ni avant, ni après la prise du pouvoir. Voilà le sens que **nous** donnons au terme «stratégique».

Mais cette stratégie passe par diverses étapes, dont celle actuelle, de la consolidation d'une organisation, la constitution d'un programme révolutionnaire pour construire le Parti.

Par contre, le contenu «stratégique» donné par le courant communiste combattant nous semble différent. Il insiste plus sur **une** délimitation (que nous jugeons superficielle) avec le réformisme et le pacifisme, et s'appuie sur une critique incomplète des thèses *insurrectionnalistes* issues de

l'Internationale Communiste. Précisons: les révolutions insurrectionnelles avaient marqué les années 1920(Russie, Allemagne, Hongrie) et l'Internationale y avait joué un rôle dirigeant. Les tendances opportunistes qui se développaient alors dans le mouvement communiste se sont appuyées sur un bilan mécanique et économiste de ces expériences pour déraiper sur des positions erronées: il s'agissait de thèses très économistes, qui limitaient l'activité politique au domaine légal et pacifique en attendant que les conditions de l'insurrection soient réunies. Le courant combattant a rejeté justement ces thèses étroites, mais sans pour autant clarifier le rapport entre politique et lutte armée. Et le rejet des thèses opportunistes a débouché sur le rejet de l'insurrection, sur des thèses fantaisistes telles la Guerre Populaire Prolongée en Europe (copie plaquée du modèle chinois), et la lutte armée point achevé de la délimitation politique.

Les camarades des CCC ne partagent pas toutes ces positions caricaturales, fort heureusement. Mais ils ne s'en démarquent pas pour ce qui a trait de la lutte armée, sans pour autant faire le bilan du marxisme et du mouvement communiste international dont ils se revendiquent par ailleurs à juste titre. S'il s'avère que le marxisme s'est trompé, ou que les conditions ont qualitativement changé, il faut en faire la preuve.

Ce ne sont pas les faibles résultats de nos activités respectives qui permettent actuellement de trancher sur la justesse de l'orientation proposée. Plutôt que d'en rester aux actes de foi respectifs (pour ou contre la lutte armée), il faut faire le bilan des expériences passées, qui ne manquent pas. S'il faut rejeter la conception *insurrectionnaliste*, cela n'implique pas pour autant le développement dès aujourd'hui de la lutte armée.

Les camarades communistes combattants en Europe sont enfermés dans cette logique «pour ou contre la lutte armée», alors que le débat stratégique est «pour ou contre la soumission à l'ordre bourgeois», la lutte armée n'étant qu'une délimitation, d'un très haut degré, à cet ordre.

Le rôle de la politique

A. L'impact de la lutte armée

Les camarades ont noté l'impact de leurs actions armées dans les couches populaires. Nous aussi avons noté cet impact dans les usines. L'enlèvement d'Aldo Moro, l'exécution de Carrero Blanco ou de Besse ont provoqué de larges réactions de sympathie, de sentiment de «revanche» comme noté justement par les camarades. C'est incontestable, et il est juste de parler de «potentialités» révélées par de tels actes.

Mais les camarades surestiment cet impact: «Jamais le projet révolutionnaire n'a resurgi avec autant de puissance, jamais l'accueil réservé par la classe ouvrière au discours révolutionnaire communiste n'a été meilleur que quand les Cellules assénaient avec entrain des coups politiques (...) au régime et à la bourgeoisie.». Nous ignorons la situation en Belgique, mais nous pouvons imaginer qu'elle n'est pas fondamentalement différente de celle en France. Nous pouvons être aveuglés par nos propres conceptions politiques, mais nous sommes très attentifs à l'état d'esprit de la classe. Nous pouvons faire beaucoup d'erreurs mais nous avons la prétention de relativement bien connaître le monde ouvrier où nous évoluons. Une telle affirmation nous semble exagérée.

Et puis, la critique principale: **quel projet révolutionnaire?** Dans l'hypothèse où les actions armées avaient suscité une telle vague d'intérêt dans l'avant-garde, où était le projet politique et l'organisation capables de les cristalliser? Ils ne sont pas dans l'acte lui-même, les camarades des CCC ne partagent pas cette interprétation spontanéiste.

Reprenons la délimitation avec le réformisme. Où se situait-elle, hormis relativement au pacifisme? Rappelons que pour nous la caractérisation principale du réformisme (social-démocrate, révisionniste, écologiste ou autre...) est de **défendre l'impérialisme**, en ne voulant que le «réformer», et que le réformisme armé peut parfaitement exister.

B. Parti et lutte armée

Les camarades des CCC reviennent sur leur expérience de construction du Parti de manière autocritique (intéressante au demeurant) en termes de «dysfonctionnement» avec l'activité militaire. Mais dans le rapport entre politique et militaire, il ne suffit pas de dire qu'il y a une relation dialectique, il faut en définir l'**aspect principal**, au risque de l'éclectisme.

Si nous sommes d'accord pour affirmer que «la politique doit être au poste de commande», et que «le parti commande au fusil», les tâches organisationnelles, politiques, théoriques, les tâches de parti, ne sont pas des questions techniques mais une conception politique, une conception **des priorités dans les tâches** à un moment donné.

Il est juste de dire que l'organisation se développe dans la lutte révolutionnaire ou «dans le feu de la lutte des classes» comme nous disons. Mais peut-on glisser vers une position plus précise «le parti se construit ni hors ni avant, mais dans la lutte armée» (ce n'est pas ce que disent les camarades, soyons honnêtes; mais toute la page prête à cette interprétation...)

Nous sommes en désaccord avec cette conception déjà ancienne dans le mouvement communiste. C'était par exemple la thèse de Régis Debray («Révolution dans la révolution») pour justifier les conceptions cubaines **contre** la révolution chinoise. On ne compte plus les échecs de mouvements armés ou de guérillas en Europe ou ailleurs, faute d'une direction politique solide. La lutte armée porte l'affrontement avec l'appareil d'État à un niveau tel qu'elle exige une solidité idéologique et politique très élevée, même si nous reconnaissons qu'il n'y a aucune garantie et que cette fermeté se renforce dans la lutte armée. Mais des conditions politiques et idéologiques **de départ** sont indispensables, au risque de tous les dérapages.

En ce sens, pour ce qui concerne les Brigades Rouges, il n'est pas correct de mettre d'un côté les succès (impact, tremblement de terre politique et social) et de l'autre les échecs (effondrement idéologique et politique). C'est une seule orientation qui a dominé ce courant, dont le caractère principal était le militarisme lié au spontanéisme face au mouvement ouvrier.

C. Les conditions de la lutte armée

Selon nous les conditions sont de trois ordres:

— Un projet communiste nécessaire et suffisant pour se délimiter des diverses variantes de l'opportunisme et du réformisme, non pas en général, mais dans la période considérée.

— Un lien aux masses, dans le sens où, même si la situation n'est pas révolutionnaire, les actions armées reflètent l'état de la classe. C'est dans ce sens qu'il faut juger les Brigades Rouges, nées dans une situation d'effervescence ouvrière. Ou qu'il faudrait s'interroger sur des périodes passées comme Mai 1968 ou autres, pourtant non révolutionnaires.

— Un lien aux masses, dans le sens matériel et organique du terme. Il s'agit là d'aspects logistiques et techniques que nous ne connaissons qu'indirectement par l'expérience du mouvement communiste international, et que les camarades des CCC connaissent beaucoup mieux que nous. Dans un pays impérialiste, où l'appareil d'État est très centralisé et omniprésent (à un degré inconnu dans les pays dominés, il faut le rappeler), la suivie d'une organisation politico-militaire nécessite des moyens matériels (hébergement, armement, déplacements...) impensables sans un lien étroit à des réseaux de soutien larges. Sinon, et d'autres expériences l'ont prouvé (au Brésil en particulier au début des années 1970) l'organisation armée risque fort de ne pouvoir survivre qu'en vase clos en consacrant une part croissante de son énergie à sa propre survie.

D'autant que la propagande armée, pour avoir une efficacité au niveau où elle intervient, doit revêtir un certain caractère **systématique**, au risque d'apparaître comme ponctuelle... D'où des exigences à ce niveau.

Aucune des trois conditions n'est aujourd'hui selon nous réunie dans nos pays, même si nous avons avancé sur la question du programme. En ce sens, nous partageons les conceptions de Lénine en 1901/1902 en Russie (pourtant une période de croissance du mouvement spontané!):

«Sur le plan des principes, nous n'avons jamais rejeté ni ne pouvons rejeter la terreur. C'est un des aspects de guerre qui peut convenir parfaitement et même être indispensable à un certain moment

du combat, dans un certain état de l'armée et dans certaines conditions. Mais le fait est justement qu'on nous propose aujourd'hui la terreur non point comme l'une des opérations d'une armée combattante, opération étroitement rattachée et articulée à tout le système de la lutte, mais comme un moyen d'attaque isolée, indépendant de toute armée et se suffisant à lui-même. À défaut d'une organisation révolutionnaire centrale et avec des organisations révolutionnaires locales faibles, la terreur ne saurait être autre chose. C'est bien pourquoi nous déclarons résolument que, dans les circonstances actuelles, la terreur est une arme inopportune, inopérante, qui détourne les combattants les plus actifs de leur tâche véritable et la plus importante pour tout le mouvement, et qui désorganise non pas les forces gouvernementales, mais les forces révolutionnaires.» («Par où commencer?» — 1901).

Aujourd'hui selon nous, le «communisme combattant» (version moderne du terrorisme de l'époque de Lénine) gaspille des forces révolutionnaires, des énergies militantes, en stérilise d'autres détournées des tâches urgentes du moment: combattre la confusion sur tous les terrains, reconstruire le Parti, se lier à la classe ouvrière, recréer le cadre politique et organisationnel nécessaire pour pouvoir **changer d'échelle** dans l'activité.

Auto critiques

A. Les oscillations de Voie Proletarienne

Les camarades des CCC ont fait une analyse assez fidèle de nos évolutions et hésitations et nous n'éprouvons pas le besoin de revenir sur les divers aspects de notre politique en matière de lutte armée.

Ils ont raison de montrer notre évolution en fonction de l'évolution du courant *combattant* lui-même (soit dit en passant, cela relativise la critique à notre encontre...). Cela a été le cas, et grosso modo comme ils le décrivent. Ils ont raison de noter le trou dans notre position relativement à la lutte armée en période non révolutionnaire. C'est effectivement une lacune, même si cette réponse apporte quelques éléments supplémentaires.

Mais ils ne vont pas au fond de la critique de ces hésitations.

Voie Proletarienne se réclame du Mouvement Communiste International, dans ses succès comme dans ses erreurs dont le bilan est fait ou à faire. À notre constitution nous avons partagé les thèses «classiques» du Marxisme-Léninisme, économistes, *étapistes* (c'est-à-dire préparant la prise du pouvoir sans s'interroger sur la nature de la société socialiste à construire, et donc les préparations politiques nécessaires, dès aujourd'hui), et *insurrectionnalistes* (c'est-à-dire de lutte pacifique, en attendant «le matin du grand soir»).

Notre évolution, l'approfondissement de la compréhension du socialisme, la lutte politique, nous ont permis d'avancer et de remettre en cause ces conceptions. Critique de la Théorie des Forces productives, compréhension du socialisme comme transition et lutte des classes, de la violence révolutionnaire comme partie intégrante du processus de la lutte des classes, nous avons progressé. Mais dans cette remise en cause, nous avons aussi été influencés par des conceptions étrangères au marxisme. Par des conceptions «alternatives», qui remettaient en cause dans les faits l'importance de la prise du pouvoir d'État, par des conceptions *guérilléristes* de la lutte armée (présentes chez une partie des Brigades Rouges) qui prétendaient faire vivre le communisme immédiat...

Ce n'est que peu à peu que nous redressons la barre dans la définition tant **d'un projet communiste**, que **des voies et moyens** pour y parvenir, et **les tâches du moment**.

Nos hésitations à propos de la lutte armée ne relèvent pas de doutes sur son rôle historique. Elles relèvent des grandes difficultés du travail politique dans la période actuelle, dans l'Europe impérialiste, des faibles résultats atteints pour l'énergie dépensée.

Aujourd'hui, nous savons mieux où nous en sommes. Nous savons que la violence révolutionnaire est inéluctable parce que **c'est une composante du pouvoir ouvrier** (et pas seulement une «technique» particulière). En ce sens, nous avons rompu avec les conceptions pacifistes et *étapistes*. Mais nous savons qu'aujourd'hui elle n'est pas d'actualité et que **toutes** les forces communistes

doivent être concentrées sur la tâche principale du moment, la construction politique, idéologique et organisationnelle pour le Parti. Une des principales leçons politico-militaires du mouvement communiste international, de Lénine à Mao, de Neuberg au PCP, c'est la **concentration des forces communistes**, et non pas leur éparpillement. Cela est valable dans le choix des priorités.

Au niveau de l'autocritique, nous voudrions souligner la justesse de la critique à notre égard des camarades des CCC à propos du rapport entre avant-garde et masse. Il est faux d'opposer violence de masse et violence de l'avant-garde, tout dépend du contexte politique et des conditions de cette violence, tant pour les masses que pour l'avant-garde, de la perspective politique dans laquelle elles se situent. Rejeter par principe le rôle de la violence d'avant-garde, c'est se lier les mains, s'enchaîner au pacifisme et à l'impérialisme.

Le point de vue donné dans l'article «Terrorisme et politique» de Partisan avait d'ailleurs été critiqué à l'époque dans Voie Prolétarienne, sans que nous ayons eu l'occasion d'y revenir publiquement. Il reflétait là encore les oscillations et hésitations de notre organisation à un moment où il s'agissait de redresser la barre face aux dérives alternatives qui nous menaçaient. Ceci dit non pour excuser le point de vue, mais pour situer le contexte de l'article.

Il est en tous les cas exact de critiquer sévèrement ce point de vue, partagé en France par des organisations comme la LCR ou Lutte Ouvrière et nous remercions les camarades des CCC de l'avoir fait.

B. Le dysfonctionnement des CCC

Les camarades font un bilan autocritique de leur activité sérieux et intéressant. Ils n'esquivent pas le problème essentiel: la faiblesse du travail autour de la propagande armée. C'est bien une question clé, également relevée par les camarades italiens de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant. Notons que c'est toujours la question que nous avons soulevée par exemple relativement à l'activité des CCC (cf. Partisan n°23 et n°35), et que ce débat date dans le mouvement combattant de 1983 avec la publication en Italie du livre «Politique et Révolution» (voir La Cause du Communisme n°9).

Les camarades notent plusieurs critiques à leur activité: «un dysfonctionnement entre activité politique et propagande armée», dont la dialectique a été mal perçue, une division tacite des tâches entre forces légales et illégales qui s'est révélée inopérante, une négligence dans le travail de formation de cadres, une déviation de type militariste.

Camarades, nous vous respectons profondément comme communistes, ayant fait un choix politique et un engagement au plus haut niveau. Mais la description que vous faites de vos erreurs a déjà existé dans l'histoire du mouvement communiste: il ne s'agit pas d'une déviation sur la base d'une conception juste, mais **d'une conception militariste**, où le fusil commande au Parti et non l'inverse. Nous ne voulons pas aligner les adjectifs en «iste», mais souligner qu'il vous faut pousser l'autocritique jusqu'au bout.

— Parler de «dysfonctionnement» n'est pas correct, ce n'est pas une caractérisation politique, c'est un terme technique.

— Parler de «dialectique» non maîtrisée ne sert à rien si on ne définit pas l'aspect principal de la contradiction.

— Parler de «surestimation» sans expliquer politiquement sur la base de quelles conceptions elle s'est constituée ne permet pas d'avancer.

En bref, il nous semble que votre autocritique touche le fond du problème (l'aspect principal du travail politique), mais en restant à un niveau technique. Vous ne pourrez pas avancer de cette manière, vous ne pourrez produire que des corrections empiriques, sans toucher au fond des déviations.

Il nous semble que comme d'autres communistes combattants européens vous êtes amenés à faire un bilan sévère de votre activité, mais que vous n'arrivez pas à sortir du faux dilemme «lutte armée ou pas lutte armée», ce qui revient quoi que vous en pensiez, à en faire la délimitation finale entre opportunisme et révolutionnaire.

Admettre qu'il faut «mettre la politique au poste de commande», c'est faire une analyse concrète de la situation concrète, de la classe, du réformisme, du mouvement révolutionnaire. Et se donner les moyens d'y répondre à tous les niveaux, **avec les forces disponibles**, ce qui permet de définir les priorités dans les tâches. Ne rêvons pas: nous n'avons pas **aujourd'hui** les moyens de peser sur la situation dans son ensemble. Il faut travailler au niveau où nous en sommes, modestement, mais avec les ambitions démesurées qui sont les nôtres, cela ne veut nullement pas dire se soumettre aux difficultés.

Pour nombre de militants (pas ceux qui sont passés à l'acte, bien entendu!) qui se réclament du communisme, l'attente de «la lutte armée en Europe» est un rêve romantique qui justifie leur impuissance, et la recherche illusoire d'un moyen pour échapper aux difficultés actuelles du travail militant. Il faut en finir avec ce rêve, accepter de regarder la réalité en face, et se mettre au travail en matérialistes. Ou accepter définitivement de rester spectateurs de la lutte des classes.

Vous croyez que votre autocritique ne remet pas en cause la justesse de votre conception. Nous prétendons que si. Que si vous deviez **pratiquement** mettre en œuvre la conception de la politique au poste de commande, de la construction du Parti, dont vous vous réclamez, vous seriez **contraints, dans les conditions présentes**, de ne pas mettre en œuvre la lutte armée pour solidifier politiquement et idéologiquement une organisation de combat. Cela vous est sans doute impossible à admettre, et pourtant, camarades, poussez le bilan de votre activité tel que vous l'avez commencé...

Il est très significatif que cette question commence à être débattue dans le mouvement combattant européen. Certes de manière très confuse, où le réformisme et les repentis font leur trou. Mais ce que nous reprochons à la RAF ce n'est pas de proposer l'arrêt des actions armées. C'est d'une part de ne pas justifier les supposés changements de la conjoncture y conduisant, d'autre part de chercher à négocier cet arrêt avec l'impérialisme contre des réformes. Il n'empêche, les camarades font le constat de leur isolement et de l'impasse de leur activité depuis des années. De même qu'en 1984 au sein même des BR-PCC ce débat était soulevé par ce qui allait donner l'UCC (quelles que soient ses dérives ultérieures), et repris par la Cellule déjà citée.

La lutte armée n'est pas affaire de **dogme**. C'est une question de conditions politiques.

Notre critique peut sembler bien présomptueuse, de la part de camarades qui, comme nous, n'ont pas engagé la lutte à ce niveau. Elle l'est d'une certaine manière, à la mesure de nos ambitions. À contre courant toujours, nous sommes désolés (au sens fort du terme) de voir des énergies gaspillées, des camarades comme ceux des CCC se fourvoyer dans des impasses, alors que les cadres communistes sont si rares.

Il ne faut pas s'y tromper: nous pouvons, nous aussi, regretter l'absence d'activité plus stimulante, le travail au ras des pâquerettes. Et pourtant, nous savons que c'est ainsi **qu'aujourd'hui** il nous faut avancer.

Quelles tâches aujourd'hui?

A. Une ambition démesurée

Le rôle des communistes est énorme, et dans toutes les directions:

— Elaborer un programme pour délimiter les principales questions de la révolution. Ce que nous avons entamé autour de notre projet de plate-forme politique.

— Travailler dans la classe ouvrière à dégager les ouvriers avancés, pour les former en ouvriers communistes, former des cadres. Ce qui suppose propagande, travail sur la tactique, formation, écoles.

— Populariser les expériences les plus avancées du mouvement communiste mondial (la Guerre Populaire du PCP au Pérou), et du mouvement ouvrier pour tracer une orientation dans la lutte des classes.

— Polémiquer avec toutes les variantes de l'opportunisme et du réformisme, pour dégager le vrai du faux, rompre avec la confusion actuelle, redéfinir la voie communiste. Ce qui suppose un système de presse adapté.

- Travailler au niveau théorique, faire le bilan des expériences historiques du mouvement communiste, comprendre la société où nous vivons pour comprendre les moyens de la transformer.
- Organiser militants et sympathisants autour d'un programme et d'une définition des tâches politiques du moment.

Tout cela pour construire une organisation dont la perspective est la destruction de l'impérialisme et non son aménagement, ce qui suppose lutte implacable contre pacifisme, légalisme et *démocratisme*, et éducation au travail clandestin.

B. Quelle éducation à la violence et à l'illégalité ?

L'heure n'est pas à la lutte armée. Cela ne veut pas dire que l'heure est au légalisme et au pacifisme. Dans la lutte des classes, au niveau où elle se mène, l'éducation des ouvriers d'avant-garde se mène déjà sur la violence. Citons quelques exemples :

- Occupations d'usine, piquets de grève à des degrés divers, jusqu'aux piquets armés (conflit Rufa), ou l'affrontement physique aux forces de répression.
- Réquisitions et défense de logements vides pour les mal-logés.
- Autodéfense face aux agressions racistes et fascistes dans les cités ou ailleurs (skinheads par exemple).
- Éventuellement travail dans l'armée sur une base anti-impérialiste.

Bien dérisoire, comparé à la lutte armée ? Pas du tout. C'est le niveau correspondant à l'**état actuel** du mouvement de masse et de l'organisation des communistes, qui permet d'éduquer, construire. Dans tous les cas, il ne s'agit nullement de s'aligner sur le mouvement de masse (voir les affrontements dans la sidérurgie) mais d'être un pas en avant (et pas deux), dans une période où l'autodéfense est la forme de l'éducation à l'illégalité et à la violence.

C. Quelles garanties pour l'avenir ?

Nous pouvons maintenant en venir à l'ultime argument relatif à cette activité, à savoir l'éternel renvoi aux calendes grecques des «lendemain qui chantent».

«L'effroyable sclérose frappant le large éventail des petits groupes qui rejettent la lutte armée aujourd'hui en même temps qu'ils prétendent la rallier demain (en cas de situation révolutionnaire) révèle combien l'extrême gauche apparue en opposition au révisionnisme des "PC" issus de la III^e Internationale en a malgré tout hérité d'un des principaux vices de base. Car finalement, ces partis de la période 1920-1960 n'ont-ils pas été les premiers durant des décennies à vouloir préparer dans la légalité (ou "paralégalité") bourgeoise une insurrection... toujours reportée ? (...) Depuis plus ou moins trente ans maintenant une variété incroyable de petites forces végètent tant bien que mal, se partageant — avec une redoutable patience — entre un travail d'organisation et de politisation systématiquement stérile, les délices étranges de la scolastique et du dogmatisme, et une critique contemplative des réelles initiatives révolutionnaires souvent promptement expédiées à l'aide de la vieille tarte à la crème qu'est la "propagande par le fait".»

Nous ne reviendrons pas sur le caractère «réellement» révolutionnaire ou pas de la propagande armée. Ou sur la stérilité supposée de notre activité. Ce n'est pas dans ces termes que se pose le débat, même si l'efficacité de notre intervention est perpétuellement en discussion. Le bilan que font les camarades est trop rapide, fait l'impasse sur l'activité des PC dans les années 1920 et au début des années 1930 (y compris le bilan positif et négatif des insurrections), sur les périodes actives de la lutte des classes depuis et l'échec des organisations d'extrême gauche lié **avant tout** à leur orientation opportuniste voire réformiste radicale, et non pas à des formes de lutte inadéquates.

Dans les pays impérialistes (ailleurs non plus d'ailleurs), il n'y a pas de recette miracle au travail communiste, surtout dans une période de confusion et de repli.

Mais revenons à l'autre question lancinante qui nous est posée indirectement par les camarades des CCC : «— Qu'est-ce qui nous garantit que vous viendrez un jour à la lutte armée alors que vous la refusez pour aujourd'hui ? Que vous ne sombrerez pas dans le réformisme pacifiste déjà critiqué ?»

Nous pourrions ajouter une autre question du même ordre: «— Qu'est-ce qui nous garantit qu'une fois au pouvoir vous ne deviendrez pas de nouveaux bourgeois?» (question très présente dans le mouvement ouvrier).

Finissons-en avec une illusion bien répandue: **il n'y a aucune garantie**. Seule la fermeté de la ligne politique et idéologique, un travail théorique permanent, des cadres solides et en formation permanente, l'analyse vivante, la critique et l'autocritique permanente, un lien aux masses toujours renforcé, permettent de se donner les meilleures conditions pour l'avenir. C'est une lutte perpétuelle pour construire une organisation communiste (au sens réel du terme).

C'est aussi le débat entre communistes pour progresser ensemble, clarifier les confusions, délimiter le vrai du faux. En ce sens le débat que nous menons ensemble contribue à la préparation de ce futur et permet de dire (aujourd'hui) que nous ne tournons pas le dos à la violence révolutionnaire, que nous préparons sa mise en œuvre pour demain.

Nous pourrions retourner la question: «— Qu'est-ce qui garantit qu'une organisation combattante ne sombrera pas dans le militarisme?» Et le bilan de ces organisations en Europe reste à faire de manière détaillée.

En conclusion

Nous avons essayé de faire le tour des quelques questions soulevées par les camarades des CCC. Sans doute ne réussirons-nous pas à nous convaincre?

Néanmoins, pour Voie Prolétarienne, cette discussion aura permis de clarifier notre conception et de mieux situer notre activité et comment nous concevions la lutte armée. Nous espérons que les camarades des CCC et les lecteurs auront pu également un peu en faire leur profit...

Le Comité Directeur de Voie Prolétarienne
Septembre 1992

**Publié par l'Organisation Communiste Marxiste-Léniniste
Voie Prolétarienne**

Pour contacter l'OCML-VP

Par courrier postal : OCML-VP – BP 122 – 93403 Saint-Ouen Cedex

Par courrier électronique : contact@vp-partisan.org

Visitez notre site internet : www.vp-partisan.org

Chaque mois, achetez, lisez et faites lire autour de vous notre journal **Partisan**